

**CHRONOLOGIE****27 octobre**

27 octobre : une banale course poursuite à Clichy-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis (aux abords du bois de Bondy, à 15 km au nord de Paris), entre un groupe de jeunes et des policiers se transforme en un drame : trois gamins s'enferment dans *une centrale électrique*. Deux meurent électrocutés dans un transformateur EDF, le troisième est grièvement blessé. Une bataille d'interprétations en suit. La police nie avoir coursé les trois malchanceux. Des jeunes proches des victimes affirment que les décès ont été le produit du climat de peur instauré par les forces de répression dans les quartiers pauvres. Rapidement, des incidents se produisent entre des forces de répression rassemblées en nombre et des dizaines, puis des centaines de jeunes. La nuit est chaude, les arrestations se multiplient, plusieurs policiers et CRS font les frais de la rage des jeunes de Clichy-sous-Bois. Le quartier dans le bas de la ville du Chêne-Pointu (10 000 habitants) est au cœur de la première vague d'affrontements qui durera jusqu'au 30 octobre. Les familles des jeunes électrocutés appellent au calme. Une marche silencieuse se tient le samedi matin, 29 octobre. Représentants religieux, associatifs et le maire lui-même ont à leur tour appelé à la « *dignité* » et au calme. Plusieurs centaines d'habitants y participent. Les heurts s'étendent rapidement à la ville mitoyenne de Montfermeil, avec sa cité des Bosquets. Les 400 policiers arrêtent 22 jeunes, 10 seront déférés dès le dimanche devant le parquet de Bobigny en vue de leur mise en examen. Huit d'entre eux seront jugés le lundi 31 en comparution immédiate. Trois seront condamnés à deux mois de prison ferme.

**30 octobre**

Le dimanche 30 à 21 heures, une grenade lacrymogène pénètre dans la mosquée<sup>1</sup> de Clichy-sous-Bois, lancée lors de nouvelles échauffourées. Lancée par les CRS, elle n'a cependant pas atteint la salle de prière. Le mois du Ramadan touche à son terme. La nuit du 31 est à nouveau bien agitée. Des heurts avec la police se produisent à Aulnay-sous-Bois, Bondy, Tremblay-en-France et Neuilly-sur-Marne. Quelque 68 véhicules ont été incendiés au total en Seine-Saint-Denis au cours de cette nuit. Des troubles ont également été signalés à Chelles (Seine-et-Marne), ville limitrophe de Montfermeil, où sept voitures ont été incendiées, selon la police qui a fait état de jets de pierre. Treize personnes, sur les dix-neuf interpellées à Clichy-sous-Bois et Sevran-Beaudottes au cours de la nuit, ont été placées mardi en garde à vue pour « *destruction de biens* », « *détention de substances incendiaires* » ou « *violences volontaires* », selon la police. Les villes d'Argenteuil et de Sarcelles dans le Val-d'Oise ont également connu des incidents. Pour la préfecture de Bobigny, lundi soir n'a pas vu de « *d'éméutes* » mais des « *actions de harcèlement* » menées par des petits groupes de dix à quinze assaillants qui ont lancé des pierres sur les forces de l'ordre à Sevran et Aulnay-sous-Bois, lancé un cocktail Molotov en direction des CRS à Clichy, et incendié le garage de la police municipale de Montfermeil. Entre-temps, Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, a multiplié les déclarations martiales, promettant de « *débarrasser* » la France des « *voyous et de la racaille* » en nettoyant les banlieues « *au karcher* ». La provocation fonctionne instantanément.

Le mardi 1<sup>er</sup> novembre, le Premier ministre, Dominique de Villepin, se mêle du dossier en recevant, avec Sarkozy, les familles des deux adolescents décédés. Le lendemain, c'est au tour du Président de la République, Jacques Chirac, de mettre son bon mot : « *il faut que les esprits s'apaisent. Il faut que la loi s'applique fermement et dans un esprit de dialogue et de respect* ». Et encore : « *nous devons agir en nous fondant toujours sur les principes qui font notre République: chacun doit respecter la loi ; chacun doit avoir sa chance* ». Il a fini en délivrant un message plus articulé que celui de 'son' ministre de l'Intérieur : « *il faut aller plus vite encore en associant action immédiate sur le terrain et développement du dialogue* ». En conclusion, répression et intégration, les deux mamelles du dispositif chiraquien.

**2 novembre**

Le 2 novembre, les coups d'éclat se poursuivent, mais sans affrontements majeurs et directs avec les forces de répression. Quelque 250 voitures ont été incendiées en Ile-de-France dans la nuit de mardi à mercredi, dont 65 dans la seule ville de Bondy. Dans la nuit du 2 au 3 novembre, ce sont des jeunes à Aulnay-sous-Bois (quartiers nord) qui se sont particulièrement signalés. Des dizaines d'entre eux ont saccagé le poste de police du Gallion, toujours fermé la nuit, rue Edgar-Degas, près de la cité des 3000. Dans ce même quartier, peu avant 23 heures 30, trois journalistes de France 2 ont abandonné leur voiture à la vue de dizaines de jeunes encagoulés qui ont surgi en les menaçant, près du carrefour de l'Europe. Peu après, la voiture brûlait, carcasse retournée, au milieu de la rue Jacques-Duclos, où quelques dizaines de jeunes gens défiaient les CRS qui leur faisaient face, à dix mètres. Au même endroit, une concession automobile Renault était en flammes. Tout près de là, deux classes d'une école primaire d'Aulnay ont été incendiées.

A La Courneuve, des CRS ont essuyé des « *tirs à balles réelles* ». En Seine-Saint-Denis, les violences se sont taries vers 3 heures du matin du matin. Un gymnase a été incendié au Blanc-Mesnil, commune limitrophe d'Aulnay-sous-Bois. Un pompier a été brûlé au deuxième degré au visage par un cocktail Molotov lancé dans un véhicule et deux autres légèrement blessés. Plusieurs engins des pompiers ont été endommagés par des tirs de projectiles.

Vers 18 heures 30, une partie du centre commercial Bobigny 2 a été prise d'assaut par une quarantaine de personnes encagoulées. Des caissières ont été menacées et rudoyées par les assaillants. Une voiture incendiée devant la préfecture située à 200 mètres. Caillassages et prises à partie des forces de police ont par ailleurs eu lieu au Blanc-Mesnil, à La Courneuve, Clichy-sous-Bois, Tremblay-en-France, Livry-Gargan et Sevran. En revanche, les quartiers à la limite de Clichy-sous-Bois et de Montfermeil, berceau des émeutes, ont connu peu de troubles. La police, toujours présente en force, s'est faite plus discrète. Bilan : une vingtaine de communes sur les 40 du département ont été le théâtre de

<sup>1</sup> La mosquée est en fait un ancien entrepôt reconverti en lieu de prières.

## Chronologie

violences, selon le préfet qui a mobilisé 1300 de ses hommes ; 15 personnes interpellées et 177 véhicules brûlés à Bobigny, Bondy, Aulnay-sous-Bois, Le Bourget, Villepinte, Le Blanc-Mesnil, La Courneuve, Clichy-sous-Bois et Sevran. Deux bus ont cramé dans des lieux non précisés du département. Dans les Hauts-de-Seine, trois personnes ont été interpellées. Des dizaines de véhicules y avaient été incendiés et deux cocktails Molotov lancés sur un commissariat d'Antony. En Seine-et-Marne, dix feux de véhicules étaient signalés. Trente véhicules ont brûlé dans le Val-d'Oise où la police a procédé à 12 interpellations. Dans les Yvelines, on a compté 75 véhicules brûlés et 32 dans les Hauts-de-Seine. Dans l'Essonne 32 ; 13 en Val-de-Marne (quatre interpellations) et 15 en Seine-et-Marne. Au total, cette nuit-là en banlieue parisienne, 315 374 ?véhicules ont été cramés, quatre policiers, deux pompiers et trois civils ont été légèrement blessés par des jets de projectiles et 41 jeunes ont été interpellés.

**3 novembre**

La huitième nuit, du jeudi 3 au vendredi 4 novembre, a marqué l'extension des troubles à plusieurs villes françaises. En Ile-de-France, on a relevé 519 véhicules en proie aux flammes, dont 205 en Seine-Saint-Denis. A Paris intra muros, 7 véhicules ont été détruits. Quelque 77 ont été brûlés en province. 78 personnes ont été interpellées.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, ce sont 23 bus de la RATP - vides - qui ont grillé dans leur dépôt de Trappes (Yvelines).

**4 novembre**

Le bilan de la nuit de vendredi à samedi est nettement plus lourd : 656 véhicules incendiés en Ile-de-France, plus de 900 sur l'ensemble du pays. Mais le phénomène est en régression dans le département le plus touché jusqu'à présent, la Seine-Saint-Denis (132 contre 205 la veille) et dans le Val-d'Oise (85 contre 96). En revanche, le bilan s'est alourdi dans des endroits jusqu'alors plus épargnés : Yvelines (120 contre 105), Essonne (115 contre 54), Hauts-de-Seine (plus de 100 contre 41) et Val-de-Marne (74 contre 21). Parmi les faits les plus marquants en Ile-de-France ont été relevés en Seine-Saint-Denis l'incendie et le vol de matériel informatique au tribunal d'instance, l'incendie d'un entrepôt textile (Aubervilliers), et d'une concession automobile (Montreuil). Une école maternelle et primaire a été partiellement détruite à Brétigny-sur-Orge (Essonne). De même, une classe de collège dans le Val-de-Marne, deux classes d'une école maternelle à Achères (Yvelines) et un espace culturel attenant au collège Jean-Monet de Torcy (Seine-et-Marne). A Evry (Essonne), un début d'incendie a été signalé au groupe scolaire Bonaparte. La vitrine et la porte d'entrée de la permanence de l'UMP à Fontenay-sous-Bois ont été brisées. A Paris, on estime à 13 les véhicules détruits. Un cocktail Molotov a été tiré contre un commissariat, place des Fêtes (19<sup>e</sup> arrondissement). La contagion a gagné la province : 241 véhicules y ont été cramés, soit plus du quart du chiffre national. Les départements les plus touchés sont le Nord, avec 51 véhicules brûlés dont 48 pour Lille, Roubaix, Tourcoing, Wattrelos, le Bas-Rhin, le Loiret et un autre, l'Ille-et-Vilaine, peu habitué aux violences urbaines. Dans l'ouest de la France, 39 véhicules ont été incendiés, dont 18 à Rennes, et 8 à Orléans.

L'incident le plus grave s'est déroulé à Cléon en Seine-Maritime, où des inconnus ont lancé des bouteilles incendiaires à l'intérieur d'un bus. La conductrice et tous les passagers ont pu descendre juste avant que le véhicule ne s'embrase et ne soit totalement détruit. Le nombre des interpellations a fortement augmenté, à 253 (dont 233 en Ile-de-France). Parallèlement, les appels au calme se sont multipliés samedi, notamment de la part des parents des deux adolescents morts électrocutés le 27 octobre à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) et de la fédération des musulmans de Clichy-Montfermeil qui ont demandé « l'arrêt de toute violence » et appelé au « *sens civique* ». Des marches contre la violence ont réuni 500 personnes à Aulnay, une cinquantaine d'habitants de la cité des Tilleuls au Blanc-Mesnil, 150 personnes à Sevran (Seine-Saint-Denis) pour protester notamment contre l'attaque d'un bus mercredi au cours de laquelle une femme handicapée a été gravement brûlée. Quelque 200 habitants et élus d'Epinaux-sur-Seine (Seine-Saint-Denis) ont également observé samedi une minute de silence en hommage de Jean-Claude Irvoas, tué le 27 octobre - jour du début des émeutes à Clichy - dans le quartier d'Orgemont alors qu'il venait de photographier un réverbère. Ce meurtre n'a pas de rapport direct avec les émeutes. La cérémonie a été perturbée par un mouvement d'extrême-droite, *Bloc identitaire*, qui a clamé devant l'assistance que les auteurs des violences en banlieue « *n'aiment pas la France et n'aiment pas les Français* ». La théorie du grand complot contre la France trouve un soutien prestigieux en le procureur général de Paris Yves Bot. Commentant ces événements sur Europe 1, il a estimé qu'il s'agissait de « *violences organisées* ».

**5 novembre**

Les attaques se sont encore accrues dans la nuit de samedi 5 au dimanche 6 novembre. Près de 1 300 véhicules ont été brûlés sur l'ensemble du territoire du pays, dont 554 en province et 741 en région parisienne. 349 personnes au total ont été interpellées au cours de cette nuit particulièrement agitée. Dans le centre de Paris, 32 véhicules de particuliers ont été incendiés et 30 personnes interpellées. Outre ces 32 véhicules détruits par le feu, 19 autres ont été endommagés ou dégradés par la propagation des flammes. Les incendies de voitures se sont concentrés dans III<sup>e</sup> arrondissement, près de la place de la République, et dans le XVII<sup>e</sup>. En région parisienne, les départements des Yvelines et de Seine-et-Marne ont connu un regain de violences, alors que le Val-d'Oise est en baisse. Les autres départements de la couronne parisienne sont restés « *stables* », selon la police. Dans l'Essonne, plusieurs bâtiments, dont deux classes d'une école maternelle à Grigny et un restaurant MacDonald's de Corbeil-Essonnes défoncé par une voiture-bélier, se sont embrasés. « *Brûler une école, c'est inacceptable, mais celui qui a mis le feu c'est Sarkozy* », déclarait samedi soir un parent d'élève de Grigny. Le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy s'est rendu dans ce département samedi soir, en

## Chronologie

signe de soutien aux policiers. Il a notamment rencontré à Evry des adolescents interpellés qui devaient être remis à leurs parents..

A Evry, un atelier de confection artisanale de cocktails Molotov situé dans un local désaffecté de la police municipale a été découvert samedi soir dans un quartier du Parc aux Lièvres. Six mineurs ont été interpellés alors qu'ils en sortaient. A Athis-Mons, deux personnes ont été légèrement blessées par intoxication et une centaine évacuées dans la nuit après l'incendie d'un foyer Sonacotra, à l'origine indéterminée. A Clichy-sous-Bois, où tout a commencé, ~~où~~ le calme semblait revenu, à l'exception de la destruction complète par le feu du gymnase Armand Desmet.

Un couple de 65 et 61 ans a été sauvé des flammes samedi soir par les pompiers après la propagation de l'incendie criminel de leurs deux voitures à leur pavillon de Nogent-sur-Oise (Oise). Le pavillon se situe sur une artère à l'entrée de la ville, près du quartier de la Commanderie, où des incidents ont eu lieu dans la nuit. La nuit dans l'Oise a été marquée par les incendies de 36 véhicules, dont 12 dans le secteur de Creil, Nogent-sur-Oise et Montataire. En province, les régions les plus touchées ont été le Nord, l'Eure, l'Eure-et-Loir, la Haute-Garonne et la Loire-Atlantique.

A Toulouse, une cinquantaine de voitures et 21 poubelles ont été incendiées. Les incendies, qui n'avaient touché, vendredi soir, que les quartiers ouest de l'agglomération toulousaine et particulièrement le Mirail et Reynerie, se sont étendus à Empalot, au sud, ou aux Izards, au nord de la ville. Vingt-cinq autos ont cramé à Bordeaux. Les violences se sont étendues à plusieurs villes de l'agglomération, notamment Cenon, Pessac, Bègles, Lormont, Floirac, Talence et Bordeaux-Bastide. De nombreux feux de poubelles ont été signalés mais aucune échauffourée n'a eu lieu entre jeunes et policiers. Ailleurs en Aquitaine, une vingtaine de voitures et un bus ont été incendiés à Pau et sept CRS légèrement blessés.

Dans le Lot-et-Garonne, trois cars ont été incendiés et un quatrième endommagé dans un entrepôt à Villeneuve-sur-Lot, à environ 30 km d'Agen. Une voiture a également brûlé à Marmande. Dans le Limousin, deux voitures ont été incendiées dans le quartier de Tujac à Brive et deux voitures ont brûlé à Limoges. Une vingtaine de véhicules ont été incendiés dans la nuit de samedi à dimanche dans les quartiers de la banlieue de Mulhouse et de Colmar. A Mulhouse, une quinzaine de voitures ont été incendiées dans l'agglomération, principalement dans les quartiers de Bourtzwiller et de Drouot. Les violences qui n'ont pas fait de blessés ont parfois eu lieu avec attroupement mais « *sans réels affrontements* », a-t-on précisé de source policière. A Colmar, six voitures ont été incendiées. Des faits similaires se produisaient également à Illzach, près de Mulhouse. A Strasbourg, seule une voiture brûlée a été comptabilisée, contre 17 la nuit précédente. De nombreuses villes de l'Ouest, notamment Evreux (Eure), ont connu dans la nuit de samedi à dimanche, une nouvelle série d'incendies et de violences.

Les incidents les plus graves ont eu lieu à Evreux, dans le quartier de la Madeleine, où quatre policiers municipaux ont été blessés lors d'affrontements entre une petite centaine de jeunes, parfois armés de battes de baseball. L'un de ces policiers a été blessé sérieusement à la mâchoire par un projectile mais ses jours ne sont pas en danger, a indiqué la préfecture où l'on fait état « *d'arrestations* », sans autres précisions. Une trentaine de voitures et trois magasins ont été incendiés et une école a été attaquée avec des cocktails Molotov. Plusieurs magasins ont également été vandalisés.

Dans le Loiret, les pompiers ont effectué une quarantaine d'interventions liées à des violences urbaines, principalement à Orléans et Montargis où 20 voitures au total ont été détruites, mais aussi des attaques au cocktail Molotov contre des magasins, un local pour personnes âgées et un bus. Il n'y a pas eu de blessés. A Blois, les pompiers sont intervenus une vingtaine de fois pour des incendies de véhicules - 18 ont été détruits - ou de poubelles.

A Nantes, 38 véhicules ont été incendiés un peu partout dans la ville, où de nombreux feux de poubelles ont aussi été signalés. Un début d'incendie a également été maîtrisé dans une maison d'associations de quartier. « *Il s'agit de tous petits groupes de quelques individus qui mettent le feu et s'enfuient* », a expliqué à l'AFP un responsable des pompiers. Même scénario à Rennes où « *des petits groupes très mobiles* », selon un policier, ont incendié une vingtaine de véhicules et des dizaines de poubelles ou conteneurs. Des incidents de moindre ampleur - moins d'une dizaine de véhicules incendiés - ont été aussi signalés dans de nombreuses autres agglomérations de l'ouest, comme Rouen, Le Havre, Tours, Laval - où un local d'aide sociale du conseil général a également été incendié - Quimper, Brest, Saint-Malo, Le Mans ou le Grand Quevilly (Seine-Maritime).

Des affrontements entre des jeunes et la police se sont produits à Saint-Etienne et un adolescent de quinze ans a été interpellé. Des policiers ont reçu des bouteilles incendiaires et un camion de pompiers a été endommagé, avant que l'intervention des familles ne ramène le calme. Au total, dans la Loire, 33 voitures ont été incendiées, dont la moitié dans l'agglomération stéphanoise. Dans le département du Rhône, une quarantaine de véhicules ont été incendiés, principalement dans l'agglomération lyonnaise, entre 20 heures et 4 heures du matin. Douze voitures ont notamment brûlé à Rillieux-la-Pape. Aucun affrontement n'a été signalé et la police n'a procédé à aucune interpellation. A Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire), six bus ont brûlé dans un dépôt. Dans l'ensemble de la Bourgogne, les pompiers ont comptabilisé 38 voitures incendiées, contre 25 la nuit précédente. Quatre voitures et une moto ont été incendiées dans un parking souterrain dans un quartier résidentiel de Dijon.

Pendant ce temps, un sondage CSA réalisé les 2 et 3 novembre, soit près d'une semaine après le début des violences, et publié par *Le Parisien-Dimanche/Aujourd'hui Dimanche*, révèle que le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, dispose d'une « *bonne image* » auprès de 57% des Français interrogés, même si pour 63% d'entre eux, il « *utilise parfois des termes choquants* ». L'appréciation de Nicolas Sarkozy est similaire chez les habitants de banlieue : 56% des sondés déclarant avoir une bonne image de lui et 42% une mauvaise. L'enquête a été effectuée auprès d'un échantillon national représentatif de 1 002 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille).

## 6 novembre

1 408 véhicules ont été incendiés et 395 personnes interpellées en France dans la nuit de dimanche à lundi, bilan le plus lourd depuis le 27 octobre. La région parisienne avec 426 véhicules incendiés a été moins touchée que la province où 982 véhicules ont été brûlés. « La vague et l'onde de choc » a gagné la province, a commenté M. Gaudin (DPGN). Deux cent soixante-quatorze communes ont été touchées et 36 policiers ont été blessés.

En Ile-de-France, les violences se sont accrues dans les Yvelines, Paris a été touché. Les Yvelines et la Seine-et-Marne ont connu une augmentation des violences, alors qu'une baisse a été constatée dans le Val-d'Oise. Les autres départements de la couronne parisienne sont « stables », indique la DGPN.

YVELINES. Quatre-vingt trois voitures ont été incendiées – dont 23 à Sartrouville – et 20 personnes interpellées selon un bilan de la préfecture, vers 1 heure. Aux Mureaux, une trentaine de jeunes se sont regroupés sur deux tours du quartier des Musiciens et ont lancé des projectiles sur les forces de l'ordre, samedi en début de soirée. « Ils nous balançaient des roues de vélos, des chariots de supermarchés. Ils ont même lancé une barrière sur une voiture qui passait, la voiture d'un citoyen et c'est comme ça que ça commencé », commentait un membre d'une compagnie de CRS. Ils ont aussi tenté de mettre le feu à un dépôt de carburant situé dans les ateliers municipaux de la ville.

ESSONNE. Un restaurant McDonald's de Corbeil-Essonnes a été détruit à 70 % par une voiture bélier, dont le – ou les – occupants ont mis le feu aux locaux. Dans ce département, de nombreux bâtiments, dont deux écoles de Grigny, ont été incendiés, et une cinquantaine de personnes interpellées.

PARIS. Trente-deux véhicules y ont été incendiés, marquant pour la première fois une extension des dégâts à la capitale. Trente personnes ont aussi été interpellées, dont onze « en flagrant délit de confection d'engins incendiaires ». Quatre voitures ont été visées samedi soir par au moins un engin incendiaire, près de la place de la République, et une demi-douzaine d'autres dans le XVII<sup>e</sup> arrondissement.

SEINE-SAINT-DENIS. Le département a connu une hausse du nombre de véhicules incendiés (90) et d'interpellations (67), par rapport à la nuit précédente. Les pompiers de Paris ont également évoqué une « hausse » des interventions.

Au cours de la nuit, une dizaine de communes sur 40 ont été touchées par des « actes de violence urbaine », principalement à Epinay-sur-Seine et Saint-Denis, mais le calme semblait revenu vers 1 h 30. En début de soirée, plusieurs tentatives d'incendies d'écoles ont été circonscrites par les pompiers, à Pantin et Sevran, ainsi que dans une crèche de Tremblay-en-France. A Noisy-le-Grand, un incendie a ravagé un gymnase de 2 000 m<sup>2</sup> et détruit une dizaine de voitures. Le secteur a été sécurisé par les forces de l'ordre et placé sous la surveillance d'un hélicoptère. A Drancy, deux frères de 14 et 15 ans qui tentaient d'incendier un camion en début de soirée ont été stoppés par des habitants, puis livrés à la police. Voitures brûlées devant de coquets pavillons, incendie d'un Monoprix dans le centre de Gagny, les incidents se multiplient dans des quartiers pavillonnaires. Le quartier du Vieux Noisy-le-Sec, pavillonnaire lui aussi et réputé calme, était le théâtre d'incidents avec une tentative d'incendie de la médiathèque et l'incendie de véhicules dans l'enceinte du lycée Moulins-Fondu. Même chose dans le quartier des étangs à Aulnay-sous-Bois où un gymnase a été brûlé et à Rosny-sous-Bois avec l'incendie d'un centre socio-culturel.

Une journaliste coréenne de la chaîne KBS TV a en outre été légèrement blessée à Aubervilliers. Huit compagnies de CRS et six escadrons de gendarmes mobiles, soit 1 400 hommes, auxquels s'ajoutent 700 sapeurs-pompiers, étaient mobilisés dans la nuit dans le département.

VAL D'OISE. 33 véhicules, dont un poids-lourd, ont été incendiés et 22 personnes ont été interpellées. Trois policiers ont été légèrement blessés par des jets de pierre à Goussainville alors qu'ils quittaient leur véhicule.

Le mouvement s'est largement étendu en province

Dans la nuit de samedi à dimanche, le nombre des véhicules brûlés en province a atteint 554, soit plus du double de la nuit précédente (241).

HAUTE-NORMANDIE. Les incidents les plus graves ont eu lieu à Evreux (Eure), dans le quartier de la Madeleine. Une trentaine de voitures, trois magasins, un poste de police et plusieurs cabines téléphoniques ont été incendiés et détruits par les manifestants. Une école a été attaquée avec des cocktails Molotov et une mairie annexe endommagée, lors d'affrontements entre une petite centaine de jeunes, parfois armés de battes de baseball, et les forces de l'ordre. Ces affrontements auraient fait des blessés, selon ces témoins. La préfecture de Haute-Normandie déclarait dimanche matin ne pas avoir de bilan de ces violences ni de celles commises dans les autres villes de la région, notamment à Rouen où au moins six véhicules ont été incendiés.

NORD-PAS DE CALAIS. Pour la deuxième nuit consécutive, des véhicules ont été brûlés dans les départements du Nord, de l'Aisne et de l'Oise, avec près de 80 feux.

Dans le Nord, la préfecture comptabilisait 41 voitures incendiées à 23 h 15, un bilan nettement supérieur à la moyenne. Des véhicules des pompiers et de la police ont été visés par des caillassages. Sept personnes ont été interpellées. Ces incidents ont éclaté dans l'agglomération lilloise, notamment dans les quartiers sud de Lille, à Roubaix et à Tourcoing, ainsi que dans la région de Dunkerque et celle de Valenciennes.

Dans l'Aisne, les incidents se sont concentrés sur la ville de Soissons, où sept feux de véhicules sporadiques en divers endroits de la ville, allumés par des éléments mobiles, ont été éteints par les pompiers. Des projectiles ont également été lancés, sans heurts directs, a indiqué la préfecture.

Dans l'Oise, la préfecture a évoqué « des tensions » à Beauvais, Nogent-sur-Oise et Creil, où d'importants moyens de police et de gendarmerie ont été déployés et pris à partie, sans affrontements. Une trentaine de voitures et une cabine

## Chronologie

de poids lourd ont été incendiées, selon un nouveau bilan de la préfecture à 1 h 15. Deux personnes ont été interpellées, l'une en flagrant délit d'incendie, l'autre qui lançait des pierres.

AQUITAINE. Dans le quartier de l'Ousse-des-Bois à Pau (Pyrénées-Atlantiques), où onze véhicules avaient été incendiés la nuit précédente, sept CRS ont été légèrement blessés par des jets de pierres, mais n'ont procédé à aucune interpellation. Les violences se sont étendues à d'autres quartiers de l'agglomération. Au total, une vingtaine de voitures, deux scooters, une moto, un bus, un abribus, un débarras communal ont été brûlés, selon les pompiers qui sont aussi intervenus après une tentative d'incendie des locaux de l'ANPE. La vitre d'un véhicule anti-incendie a été brisée. Quatre personnes incommodées par les fumées ont été conduites à l'hôpital.

Vingt-cinq voitures, un bus et de nombreuses poubelles ont été incendiés et neuf personnes interpellées dans la banlieue de Bordeaux, où les violences se sont étendues à Cenon, Pessac, Bègles, Lormont, Floirac, Talence et Bordeaux-Bastide, sans provoquer d'échauffourées.

Dans le Lot-et-Garonne, trois cars ont été incendiés et un quatrième endommagé dans un entrepôt à Villeneuve-sur-Lot, près d'Agen, et une voiture a brûlé à Marmande. Dans le Limousin, deux voitures ont été incendiées dans le quartier de Tujac à Brive et deux voitures ont brûlé à Limoges, selon les pompiers.

CENTRE. Dans le Loiret, les pompiers ont effectué une quarantaine d'interventions liées à des violences urbaines, principalement à Orléans et Montargis, pour 15 feux de voitures mais aussi des attaques au cocktail Molotov contre des magasins, un local pour personnes âgées et un bus. Il n'y a pas eu de blessés. A Blois, les pompiers sont intervenus une vingtaine de fois pour des incendies de véhicules – 18 ont été détruits – ou de poubelles.

AUVERGNE. Sept voitures ont été incendiées samedi entre 22 et 23 heures dans les quartiers nord de Clermont-Ferrand. Les policiers ont assuré la protection des sapeurs-pompiers mais aucun groupe de jeunes n'était visible sur place lors de leur intervention. Deux jeunes gens en possession d'essence ont par ailleurs été interpellés.

PAYS-DE-LA-LOIRE. A Nantes, 38 véhicules ont été incendiés un peu partout dans la ville, où de nombreux incendies de poubelles ont aussi été signalés. Un début de feu a également été maîtrisé dans la maison des associations du quartier Dervallières. « *Il s'agit de tous petits groupes de quelques individus qui mettent le feu et s'enfuient* », a expliqué un responsable des pompiers. Des incidents de moindre ampleur – moins de dix véhicules incendiés – ont été signalés au Mans et à Laval, où un local d'aide sociale du Conseil général a également été incendié.

BRETAGNE. A Rennes, « *des petits groupes très mobiles* », selon un policier, ont incendié une vingtaine de véhicules et des dizaines de poubelles ou conteneurs, en dépit de la mise en action d'un hélicoptère de surveillance par les forces de l'ordre. Des incidents de moindre ampleur – moins de dix véhicules incendiés – ont été signalés dans d'autres villes, comme Quimper, Brest, Saint-Malo.

LORRAINE. Les incidents les plus graves se sont déroulés à Guenange, près de Thionville (Moselle) où cinq bus d'un dépôt ont été entièrement détruits par un incendie. Une quarantaine de véhicules ont par ailleurs brûlé dans le reste du département, principalement à Metz et Rombas. En Meurthe-et-Moselle, 25 incendies de véhicules ont été recensés, principalement à Nancy.

ALSACE. Les violences se sont étendues au département du Haut-Rhin, et notamment à l'agglomération de Mulhouse où une quinzaine de voitures ont été incendiées, principalement dans les quartiers de Bourtzwiller et de Drouot. Plusieurs véhicules ont également brûlé à Illzach, ainsi que six à Colmar. A Strasbourg, où d'importants moyens avaient été mis à la disposition des forces de l'ordre, notamment un hélicoptère, seule une voiture brûlée a été comptabilisée, contre 17 la nuit précédente.

FRANCHE-COMTÉ. Dans l'aire urbaine de Belfort-Montbéliard, une vingtaine de feux de véhicules ont été recensés, notamment dans les quartiers des Champs-Montants et de la Petite-Hollande à Montbéliard, et six personnes ont été interpellées.

RHÔNE-ALPES. Une quinzaine de voitures ont été incendiées dans l'ensemble de l'agglomération lyonnaise samedi en début de soirée, des incidents dispersés qui n'ont donné lieu à aucun affrontement ni interpellation. Les pompiers, sont notamment intervenus à Vénissieux, Bron et Meyzieux. Trois voitures ont également brûlé dans le premier arrondissement de Lyon. Selon les pompiers du Rhône, le nombre de voitures incendiées dans l'agglomération lyonnaise « *varie d'habitude entre six et dix maximum par tranche horaire de 24 heures* ».

MIDI-PYRÉNÉES. « *Nous avons dû faire face à 49 feux de voitures et 21 de poubelles entre 20 heures samedi et 7 heures ce dimanche* » dans l'agglomération toulousaine, a indiqué dimanche le Codis, qui a dû faire appel à des renforts du centre du département. Les incendies, qui n'avaient touché, vendredi soir, que les quartiers ouest de l'agglomération, et particulièrement le Mirail et Reynerie, se sont étendus à Empalot, au sud, ou aux Izards, au nord. Un hélicoptère de la gendarmerie, équipé d'un puissant projecteur, a survolé les quartiers permettant « *de procéder à plus d'interpellations* », environ une quinzaine, a-t-on indiqué de source policière. Des poubelles situées devant des établissements publics, notamment un école maternelle et un collège du quartier du Mirail ont été incendiées, les devantures de quelques commerces ont été légèrement endommagées, et un début d'incendie a été maîtrisé en début de soirée dans une bibliothèque du quartier de la Reynerie.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR. Onze voitures ont été incendiées dans plusieurs quartiers d'Avignon. Treize autres ont brûlé dans différents quartiers de Nice, soit deux de moins que la veille, et une dizaine de personnes ont été interpellées.

Quatre bureaux de poste ont été incendiés depuis le 27 octobre, ce qui a entraîné leur fermeture provisoire. Par ailleurs, une agence postale a été la cible de « jets de pierre » à Evreux (Eure) où trois agences bancaires situées dans le même quartier de la Madeleine ont également été endommagées.

## 7 novembre

La police a comptabilisé 1 173 véhicules brûlés et procédé à 330 interpellations, dans la nuit de lundi 7 à mardi 8. Douze policiers ont été légèrement blessés, principalement par des jets de projectiles. Des tirs de grenaille ont à nouveau été signalés sans atteindre de policiers. Les affrontements se déplacent vers la province puisque parmi les véhicules brûlés, 933 l'ont été en province (contre 982 la veille) et 240 en région parisienne (contre 426). Un gymnase a été incendié à Villepinte (Seine-Saint-Denis). En province, l'incendie d'une cave a amené l'évacuation d'un immeuble à Auxerre et la conduite de 15 personnes à l'hôpital, victimes de gêne respiratoire. La douzième nuit d'émeutes a démarré à Toulouse avec l'incendie d'un bus dans le quartier du Mirail, à 19 heures, 31 voitures allaient suivre dans la soirée, brûlées comme une quarantaine d'autres à Lyon, une dizaine à Grenoble, une quinzaine à Nantes, une vingtaine en Seine-Saint-Denis et dans les Yvelines. Deux écoles ont également été incendiées, à Lille et à Bruay-sur-Escaut, près de Valenciennes. Cinq maternelles ont été visées à Nantes, à Saint-Etienne, à Allonnes (Sarthe), à Lille ainsi qu'à La Tour-du-Pin (Isère). Une bibliothèque municipale a été carbonisée à Béthancourt (Doubs), comme l'annexe d'un centre socioculturel à Schiltigheim. Parmi les entreprises ou les commerces touchés, une menuiserie a été détruite à Grand-Charmont (Doubs), une boulangerie et un supermarché ont été brûlés à Nantes. Des cocktails Molotov ont été lancés contre deux garages et un magasin de peinture à Perpignan. Une concession Renault, à Brest, et une autre, Toyota, à Metz, ont été partiellement incendiées. Un feu de voitures s'est propagé à une usine de robots ménagers de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire), détruisant des entrepôts de pièces produites. Les 150 salariés pourraient se retrouver au chômage technique. Du côté de l'ordre, à Perpignan, un véhicule en feu a été lancé sur le poste de police. Un autre véhicule bélier a été utilisé contre un poste de police de Rouen alors qu'un commissariat de Clermont-Ferrand a fait l'objet d'une tentative d'incendie. Les pompiers ont réussi à éteindre le feu de justesse. Au total, 77 fonctionnaires ont été blessés depuis le début des violences, dont une trentaine dans la seule nuit de dimanche à lundi. Jet d'un cocktail Molotov contre le commissariat de Beaucaire (Gard).

Les bâtiments catholiques n'ont pas été épargnés, deux cocktails Molotov ont été lancés sur le presbytère de l'église de l'île de Thau à Sète (Hérault). L'église Saint-Edouard de Lens (Pas-de-Calais) a également été touchée par un engin incendiaire.

Axe central du rétablissement de l'ordre, le gouvernement ressort une loi de 1955, utilisée à l'époque pour rétablir l'ordre en Algérie et utilisée pour la dernière fois en Nouvelle-Calédonie il y a 20 ans, décrétant l'état d'urgence. Toute personne qui enfreindra les règles de couvre-feu qui seront décrétées encourra une peine de prison ferme de deux mois et/ou une amende de 3 750 euros, selon la loi du 3 avril 1955 « instituant un état d'urgence ». Comme en temps normal, l'emprisonnement est divisé par deux pour les mineurs, soit un mois.

Autre disposition prévue par la loi, et annoncée par Sarkozy, le préfet pourra autoriser des perquisitions jour et nuit sans que la police ait besoin du feu vert du pouvoir judiciaire. Cette mesure, a-t-il indiqué, s'appliquera en cas de suspicion de détention d'armes. Selon cette loi également, le préfet peut interdire de séjour des personnes dans tout ou une partie du département, voire instituer des « zones de sécurité » où le séjour des personnes est réglementé. Le ministre de l'Intérieur peut prononcer des assignations à résidence dans une circonscription territoriale ou une zone déterminée. Il peut aussi ordonner la remise aux autorités de différents types d'armes à feu. La fermeture de lieux de réunion, y compris les bars ou les salles de spectacle, peut être décrétée provisoirement par le ministre de l'Intérieur ou le préfet, tout comme l'interdiction des « réunions de nature à provoquer ou entretenir le désordre ». Les médias peuvent aussi être mis au pas, la loi prévoyant la possibilité d'adopter une « disposition expresse » autorisant « le contrôle de la presse et des publications de toute nature ainsi que celui des émissions radiophoniques, des projections cinématographiques et des représentations théâtrales ». Une fois l'état d'urgence institué dans tout ou une partie du département, la loi de 1955 prévoit que, sur rapport des ministres de la Justice et de la Défense, un décret peut autoriser la juridiction militaire « à se saisir de crimes, ainsi que des délits qui leur sont connexes, relevant de la Cour d'assises de ce département ». Si l'état d'urgence est décrété en Conseil des ministres, sa prorogation au delà de 12 jours ne peut être autorisée que par une loi qui doit en fixer la durée définitive.

Interrogé sur l'établissement d'un couvre-feu, le député-maire de Nantes, Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, a déclaré : « Cela fait partie des dispositions législatives qui n'ont jamais été abrogées depuis qu'elles ont été votées. Si elles étaient inacceptables, la gauche au gouvernement les auraient déjà abrogées depuis longtemps. »

## 8 novembre

Mardi soir la décrue continue, surtout en province, avec au total 617 véhicules incendiés et 204 interpellations enregistrés. La mobilisation policière était importante, 11 500 sur le terrain. Dès 22 h 00, Sarkozy en visite à Toulouse avait relevé une « décrue assez sensible », où des affrontements ont eu lieu dans le quartier de la Reynerie en début de soirée. A Lyon, le trafic des transports en commun a été interrompu peu après 22 h 00 sur l'ensemble du réseau après divers incidents et notamment le jet d'un cocktail Molotov contre une station de métro. Deux journalistes russes ont été molestés. Un bus au GPL de transport urbain, circulant sans passager, a été attaqué à coups de cocktails Molotov et a explosé à Bassens, dans la banlieue bordelaise, sans faire de victime.

Un homme de 53 ans a d'autre part été grièvement blessé en fin d'après-midi par une haltère jetée depuis un immeuble d'un quartier de Nice. Dans le Nord, 78 véhicules ont été incendiés et 25 personnes ont été interpellées, toujours principalement dans l'agglomération de Lille (63 véhicules brûlés). Dans la Somme, où un couvre-feu pour les mineurs de moins de 16 ans avait été décrété à Amiens et dans son agglomération de minuit à 6 heures du matin, sept véhicules ont été incendiés. A Nantes, la nuit a été plus calme que la précédente, les pompiers ne comptabilisant que

## Chronologie

sept véhicules incendiés, de même qu'à Caen, Angers, au Mans et dans l'agglomération brestoise où quelques voitures ont été partiellement ou totalement détruites par les flammes. A Rennes également, seulement trois véhicules incendiés. Dans les départements du Grand-Est ( ??? ), la baisse est significative avec un peu plus d'une centaine de véhicules brûlés, contre plus de 160 la nuit précédente. Divers incendies de bâtiments publics cependant : une école maternelle à Décines, dans l'agglomération lyonnaise, une crèche à Miribel (Ain), une bibliothèque à Châlons-sur-Saône (Saône-et-Loire), et, près de Douai (Nord), la médiathèque d'Auby, où la mairie a été également endommagée. Une centaine d'habitants d'un immeuble HLM d'Outreau (Pas-de-Calais) ont été temporairement évacués après l'incendie de six voitures en sous-sol. A Dole (Jura), 24 personnes ont dû quitter leur domicile après l'incendie de neuf bus de transport scolaire dans un entrepôt.

Egalement dans le Pas-de-Calais, une grande surface de meubles a brûlé, un feu qui s'est propagé à un magasin de moquette dans la zone commerciale d'Arras. A Grasse (Alpes-Maritimes), un local du quotidien *Nice-Matin* a été fortement endommagé par un feu de poubelle.

A Marseille, une cinquantaine de jeunes ont tenté en vain mardi en fin d'après-midi de piller l'hypermarché d'un centre commercial et neuf d'entre eux ont été arrêtés. Deux jeunes soupçonnés d'avoir appelé à l'émeute dans les banlieues sur des blogs Internet ont par ailleurs été mis en examen par un juge parisien.

En région parisienne, la baisse a été très sensible avec une vingtaine de véhicules incendiés en Seine-Saint-Denis, seize dans les Yvelines, quinze en Seine-et-Marne et dans le Val d'Oise, moins d'une dizaine dans les Hauts-de-Seine, neuf dans l'Essonne, notamment celui du président de l'association des musulmans de Corbeil-Essonnes aux Tarterets, qui avait lancé un appel au calme dimanche, et huit dans le Val-de-Marne.

Dès la fin de l'après-midi, la préfecture de la Somme avait annoncé avoir pris un arrêté de couvre-feu de 22 h 00 à 6 h 00 pour Amiens et sa métropole concernant les mineurs de moins de 16 ans non accompagnés et entrant en vigueur mercredi à 0 h 00. Auparavant, deux maires UMP – Serge Grouard à Orléans et Jean Marsaudon à Savigny-sur-Orge (Essonne) – avaient pris mardi des arrêtés imposant un couvre-feu pour les mineurs. A Savigny-sur-Orge, cinq adolescents, selon la mairie interrogée aux alentours de minuit, ont été contraints de rentrer chez eux. Des rassemblements contre la violence et pour appeler au calme ont rassemblé mardi soir un millier de personnes à Villejuif (Val-de-Marne) et environ 700 à Brétigny-sur-Orge (Essonne).

## 9 novembre

Le reflux continue, notamment en région parisienne. Le couvre-feu n'y est probablement pas pour grand-chose puisqu'il n'est appliqué que dans cinq départements, massivement en Seine-Maritime et dans les Alpes-Maritimes, plus discrètement dans l'Eure, la Somme et le Loiret. De nombreux préfets, dont ceux des départements d'Ile-de-France, avaient choisi mercredi de ne pas décréter pour le moment un couvre-feu, en raison de la décade des incidents. La mobilisation des forces de l'ordre atteint néanmoins son plus haut avec 11 800 policiers et gendarmes engagés sur le terrain.

Le nombre de véhicules incendiés, 482, marque un net recul, tout comme celui des interpellations, 203 et, pratiquement pas d'affrontement avec la police selon la DGPN. La baisse est plus importante en région parisienne, 95 véhicules incendiés (la Seine-Saint-Denis, où la cellule de crise a été désactivée, enregistre juste 15 voitures brûlées, «une situation ordinaire» selon le préfet du département), alors que le bilan est stable en province, 398 contre 407 la veille.

Le Rhône reste un point chaud avec plus de 60 voitures brûlées et l'incendie d'un transformateur d'EDF à Villeurbanne qui a privé d'électricité l'est de l'agglomération de Lyon pendant deux heures. Malgré la décision d'interrompre le trafic des transports en commun lyonnais tous les soirs jusqu'à dimanche à compter de 19h maximum, plusieurs bus ont à nouveau été caillassés. Selon la DGPN, 2 033 personnes au total ont été interpellées depuis le 27 octobre.

Désireux de chasser sur les terres du FN, le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy avait demandé dans l'après-midi aux préfets d'expulser tous les étrangers condamnés dans le cadre des violences, y compris les titulaires d'un titre de séjour. Effet d'annonce, selon les autorités seuls 6 à 8 % des gardés à vue sont étrangers.

Parallèlement, les appels pour un retour au calme se multipliaient. Un collectif réunissant des associations de quartiers a appelé mercredi, à l'issue d'une rencontre avec le Premier ministre Dominique de Villepin, à « une marche pour la paix » vendredi sur les Champs-Élysées à Paris pour demander l'arrêt de la violence dans les banlieues. A Toulouse, une trentaine d'habitants du quartier de la Reynerie et des militants associatifs sont venus occuper la rue de Kiev, haut lieu des affrontements entre jeunes émeutiers et policiers depuis cinq jours, pour favoriser le retour au calme.

Il faut noter que dans la presse quotidienne les articles se veulent plus positifs. La part réservée aux émeutes s'est nettement rétrécie. Emploi en banlieue, vie des cités, discrimination et vie des associations et mesures gouvernementales occupent la place.

## 10 novembre

Le bilan de la nuit à 4 h est stable par rapport à la précédente, 463 véhicules ont été incendiés et 201 personnes interpellées. Le bilan en légère hausse en Ile-de-France, 111 (+27), est contrebalancé par une baisse en province, 352 (-46). Grande dispersion des incendies de véhicules, pas plus de 5 à 7 par commune en Ile-de-France.

Onze policiers ont été blessés, dont huit à Lyon. Depuis le 27 octobre il y a eu 2 234 arrestations. A Belfort, le maire Jean-Pierre Chevènement (prédécesseur de Sarkozy), a également décidé d'instaurer un couvre-feu, à l'instar des 5 départements où il était déjà établi.

## Chronologie

Quelque 300 personnes se sont rassemblées le 11 devant le Mur de la Paix au Champ-de-Mars, à Paris, à l'appel du collectif "Banlieues Respects", qui regroupe 162 associations, pour demander le retour à la paix dans les banlieues.

Un dispositif « dense » avec 12 000 policiers et gendarmes chaque nuit est d'ailleurs maintenu pour le week-end du 11 novembre annonce la DGPN.

Jacques Chirac, a déclaré jeudi à la presse que le pays était encore dans la période « du rétablissement de l'Etat de droit » et avait demandé aux parents de faire preuve de « responsabilité ».

Plus tard, Sarkozy, invité par France 2, a pour sa part maintenu ses propos sur la « racaille » et les « voyous » qui font régner la « peur » dans certaines cités. « Ce sont des voyous, des racailles, je persiste et je signe », a-t-il dit. « Vous croyez que c'est amusant de rentrer chez soi la peur au ventre ? », a-t-il insisté. Il s'est également exprimé sur la suspension de huit policiers jeudi, pour des « coups illégitimes » sur un jeune de 19 ans lundi à La Courneuve (Seine-Saint-Denis).

Deux des huit agents avaient roué le jeune homme de coups, devant leurs collègues et une caméra de France 2 qui a filmé la scène, diffusée jeudi soir par la chaîne. Cinq ont été déférés au parquet de Bobigny.

« J'ai pris la décision de sanctionner des fonctionnaires de police. Je n'accepterai aucun débordement des forces de l'ordre », a déclaré Sarkozy.

Nouveau sondage, 56% des sondés approuvent l'attitude du ministre de l'Intérieur face aux violences urbaines et 40% la désapprouvent, selon un sondage réalisé les 4 et 5 novembre pour *Le Figaro*, BVA et LCI.

## 11 novembre

Selon un décompte dressé par la DGPN, 502 véhicules ont été incendiés et 206 personnes interpellées. Cette hausse est due à la situation en province où 416 véhicules ont été détruits contre 352 la veille. La région parisienne a connu en revanche une légère baisse, 86 véhicules détruits, contre 111 la veille. Le nombre d'arrestations réalisées reste stable, avec 206 contre 201 la veille.

A Toulouse, on a mis le feu à 17 voitures et à la cafétéria d'un gymnase. Dans l'Aisne, un gardien de la paix a été blessé à Saint-Quentin, brûlé par l'explosion d'un cocktail molotov qui se trouvait dans une voiture en feu. A Amiens (Somme), où un couvre-feu est en vigueur, une trentaine de personnes ont plongé dans le noir une partie des quartiers Nord de la ville après avoir neutralisé un transformateur EDF. Des échauffourées les ont opposées aux forces de l'ordre.

Dans le grand ouest, une dizaine de bâtiments publics ont été, comme la nuit précédente, la cible d'attaques incendiaires. Quatre mineurs ont été interpellés à Rennes (Ille-et-Vilaine) après l'incendie d'une école maternelle qui est « *fortement dégradée* ». Dans le Haut-Rhin, les pompiers ont été caillassés alors qu'ils intervenaient sur l'incendie d'un boîtier de distribution de gaz.

Un homme masqué circulant à scooter a lancé en début de soirée deux engins incendiaires contre la mosquée de Carpentras (Vaucluse), dont l'un a explosé contre la porte de l'édifice à l'heure de la prière. Jacques Chirac a condamné cette « *agression* » et exprimé sa « *solidarité avec la communauté musulmane de la ville* ». « *Toute la lumière sera faite* » sur cet acte, a-t-il assuré.

En Ile-de-France, à Maisons-Alfort (Val-de-Marne), six cocktails Molotov ont été jetés dans la cour d'un commissariat. Une école maternelle a été partiellement endommagée par un incendie à Savigny-le-Temple (Seine-et-Marne). A Rambouillet (Yvelines), un magasin de papiers peints et un magasin de meubles ont été incendiés. A Gonesse dans le Val d'Oise, des coupures d'électricité ont touché le quartier de la Fauconnière lors de légers affrontements entre groupes de jeunes et la police.

A Paris, des mesures de sécurité particulières ont été mises en place ce week-end. La préfecture a interdit entre samedi 10h00 et dimanche 08h00 « toute réunion de personnes de nature à provoquer ou entretenir le désordre sur la voie et dans les lieux publics ». Un dispositif policier renforcé d'environ 2 000 policiers et gendarmes est déployé à Paris et les lignes de transports en commun menant vers la capitale, notamment celles du RER, ont été « placées sous surveillance ». Du jamais vu depuis un demi-siècle, à l'époque de la guerre d'Algérie.

## 12 novembre

Les violences se sont poursuivies durant le week-end dans les banlieues en France, prouvant que la crise est loin d'être réglée après 17 jours de troubles, même si les incidents n'ont pas gagné Paris comme le redoutait la police.

Au cours de la nuit de samedi à dimanche, 374 véhicules ont été incendiés contre 502 la nuit précédente. Les troubles sont donc globalement à la baisse, mais ils continuent à toucher des dizaines de communes quatre jours après l'instauration de l'état d'urgence et la mise en oeuvre de couvre-feux.

A Lyon, la troisième ville du pays, des affrontements ont opposé samedi en fin d'après-midi dans le centre-ville les forces de l'ordre et plusieurs dizaines de jeunes. Dimanche, les rassemblements ont donc été interdits dimanche dans le centre-ville par le préfet du Rhône, comme à Paris où l'interdiction courait jusqu'à 8 heures du matin dimanche.

C'était la première fois que des échauffourées de ce type éclataient dans le cœur d'une ville depuis le début des troubles. En dépit du couvre-feu pour les mineurs imposé samedi soir sur Lyon et ses environs, plus d'une soixantaine de véhicules ont été incendiés. Un cocktail Molotov a par ailleurs été lancé, sans exploser, contre la grande mosquée de la ville.

A Carpentras, une maternelle a été incendiée et une école attaquée à la voiture-bélier. La veille, la mosquée de la ville avait été la cible d'engins incendiaires qui avaient fait de légers dégâts, une attaque immédiatement condamnée par le président français Jacques Chirac.

D'autres incidents ont été signalés notamment à Strasbourg et Toulouse. La police a procédé à 212 arrestations supplémentaires dans la nuit, portant à plus de 2 500 le nombre de personnes interpellées depuis le début des troubles.

## Chronologie

Environ une trentaine de villes restent sous couvre-feu dans le cadre de l'état d'urgence décrété par le gouvernement en vertu d'une loi de 1955 datant de la guerre d'Algérie.

Si la banlieue parisienne semble s'apaiser, deux policiers y ont néanmoins été blessés, dont l'un hospitalisé après avoir été atteint par une boule de pétanque.

En revanche, aucun incident n'a été signalé dans Paris intra-muros où tous les rassemblements avaient été interdits jusqu'à dimanche matin de peur que des "casseurs" venus de banlieue ne s'y donnent rendez-vous.

Sur le pied de guerre, la police avait mobilisé quelque 3 000 hommes dans la capitale et les lignes de trains régionaux ou de métro avaient été placées sous surveillance accrue. Au Stade de France, dans la banlieue de nord qui jouxte Paris, le match de foot France-Allemagne s'est également déroulé sans incident, en présence de quelque 60 000 spectateurs.

Samedi soir, la venue sur les Champs-Élysées du ministre de l'intérieur Nicolas Sarkozy, pour inspecter le dispositif de sécurité dans la capitale, a suscité bousculades, huées et quelques insultes. Mais il a ensuite assuré que les "applaudissements" avaient été les plus nombreux.

Selon un sondage publié dimanche, M. Sarkozy arrive en tête des personnalités politiques auxquelles les Français font confiance pour résoudre les problèmes des banlieues (53 %), juste devant le Premier ministre Dominique de Villepin.

M. Sarkozy a également reçu les collègues d'un policier incarcéré vendredi pour avoir frappé un jeune à terre au nord de Paris. Après le sentiment de "ras-le-bol" affiché par leur principal syndicat, il a salué le travail des policiers en demandant d'éviter tout "amalgame".

Le nouveau patron des policiers anti-émeutes (CRS), Christian Lambert, a affirmé pour sa part que ses hommes allaient "s'installer durablement dans les banlieues".

"Banlieues, rien n'est joué", résumait cependant le *Journal du dimanche*. Les émeutes "ont servi à vider les tensions momentanément, mais ça va recommencer", estimait le sociologue Sébastien Roché, interrogé par l'hebdomadaire.

### 13 novembre

284 véhicules ont été incendiés et 115 personnes ont été interpellées en France dans la nuit de dimanche à lundi, le reflux continue, en région parisienne (68) comme en province (216). En tout, 120 communes ont été touchées. Vers 19 heures, un cortège de grosses berlines se pointe sur les Champs-Élysées à Paris. Sarkozy descend, le bain de foule tourne court, beaucoup d'insultes, peu d'applaudissements. Dans la nuit de dimanche à lundi, la Seine-Saint-Denis a été littéralement quadrillée.

A Paris, la police a ouvert une enquête à propos de l'incendie dans la nuit d'une station-service du XIX<sup>e</sup> arrondissement. Dans le Nord, la situation se calme malgré l'incendie de plus de 80 véhicules dans les cinq départements et celui d'une bibliothèque municipale. Dans le Rhône, 72 véhicules ont été brûlés et le couvre-feu est étendu à Caluire.

A Toulouse, une voiture enflammée a été lancée dans la cour d'une école maternelle, dans le quartier de la Reynerie. En Haute-Garonne, 14 véhicules incendiés et 19 interpellations. A Montbéliard, un incendie a partiellement détruit un bâtiment regroupant des associations.

5 policiers ont été blessés dont deux à Grenoble par l'explosion d'une bouteille de gaz dans l'incendie d'une poubelle.

Le gouvernement a approuvé lundi, un projet de loi prorogeant de trois mois, à compter du 21 novembre, l'état d'urgence décidé le 8 novembre, une mesure « strictement temporaire », selon le Président Jacques Chirac. La Cour d'appel de Paris décide de remettre en liberté le policier placé en détention provisoire après sa mise en examen pour des coups portés à un jeune homme à La Courneuve.

A Toulouse trois bureaux de poste des quartiers du Mirail, Bagatelle et Bellefontaine, se sont mis en grève à l'initiative de Sud et de la CGT pour dénoncer « un service à deux vitesses ».

### 14 novembre

« Retour à une situation quasi normale » note la police qui n'a enregistré aucun blessé dans ses rangs, mais a comptabilisé 215 véhicules brûlés, dont 60 en Ile-de-France. La diminution est particulièrement nette en province, avec 155 incendies de véhicules au lieu de 216 la veille. Seules sept communes ont été le théâtre de plus de cinq incendies de voitures, dont Paris (13 au lieu d'un seul la veille) et Lille (11).

Selon le ministère de l'Intérieur, des engins incendiaires ont encore été lancés contre des bâtiments publics : la trésorerie principale de Bobigny et un transformateur EDF à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), une crèche à Cambrai (Nord), l'office du tourisme de Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), un dépôt d'autobus à Saint-Etienne (Loire), où 18 véhicules ont été endommagés. La mosquée de Saint-Chamond (Loire) a été la cible de trois bouteilles incendiaires qui ont fait peu de dégâts. Des pierres ont été lancées sur des autobus à Rouen (Seine-Maritime), à Décines (Rhône) et à Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis). De plus, un local associatif a été incendié à Bourges ainsi qu'un local de poubelles à Montfermeil (Seine-Saint-Denis), ce qui a nécessité l'évacuation d'appartements voisins.

Police et gendarmerie restent mobilisés avec 11 200 éléments engagés.